

**ECONOMIE** samedi 20 août 2011

# La méfiance s'installe au sujet de la santé des banques européennes

Sébastien Dubas



La banque française Société Générale, à l'image d'autres établissements européens, fait face à des rumeurs quant à ses capacités et ses besoins en termes de liquidités. (Paris, 11 août 2011 - © AP Photo/Jacques Brinon )

> **Crise En Europe, les bourses ont poursuivi leur chute vendredi**

> **En Suisse, des taux d'intérêt négatifs commencent à apparaître sur le franc**

Les bourses européennes ont à nouveau terminé en baisse vendredi. Le SMI, indice phare de la bourse suisse, a ainsi perdu 3% sur la semaine. Le franc, en revanche, est resté stable face à l'euro. Les mesures de la BNS semblent donc porter leurs fruits. Jeudi, Credit Suisse a même proposé un taux d'intérêt interbancaire négatif sur des emprunts à trois mois; ce qui revient à faire payer les investisseurs qui souhaitent détenir du franc.

Mais comme la veille, c'est le fantôme de Lehman Brothers qui a ravivé les tensions sur les marchés. En cause, la peur que certaines banques n'arrivent plus à se financer – pour prêter de l'argent mais aussi payer les dépenses courantes – comme ce fut le cas juste après la chute de la banque d'affaires américaine le 15 septembre 2008. Ces craintes ont été exacerbées par un prêt de 500 millions de dollars accordé par la Banque centrale européenne (BCE) à un établissement dont le nom reste secret. Ce prêt d'une durée de sept jours et consenti à un taux de 1,1% est le premier depuis que la BCE a réactivé, en mai dernier, son offre en dollars auprès des banques européennes.

Pour les observateurs, c'est la preuve que les banques rechignent à se prêter entre elles. «Les banques n'ont plus confiance en leurs voisines, ce qui rend plus

compliqué le refinancement à court terme», explique Jérôme Schupp, responsable de la recherche chez Syz & Co. D'après lui, la situation n'est cependant pas comparable à celle qui prévalait à l'automne 2008. «Il y a trois ans, le marché interbancaire était complètement asséché», fait-il remarquer.

Un autre signe inquiète pourtant les marchés: les dépôts des banques européennes auprès de la BCE restent élevés – 90,5 milliards jeudi – quand bien même l'institution européenne ne les rémunère qu'à un taux de 0,75%. Dans les colonnes du quotidien allemand Handelsblatt vendredi, Jürgen Stark avoue «prendre ces signes très au sérieux». Mais l'économiste en chef de la BCE refuse, lui aussi, de faire le lien avec la faillite de Lehman Brothers et la crise financière qui s'ensuivit. Entre octobre et novembre 2008, les dépôts des banques de la zone euro auprès de la BCE dépassaient parfois 200 milliards d'euros.

Jürgen Stark n'est pas seul à prendre les menaces qui planent sur le secteur bancaire européen au sérieux. En plus des investisseurs qui se débarrassent de leurs titres financiers, la Fed de New York a lancé un nouveau pavé dans la marre ce jeudi. Selon des propos rapportés par le Wall Street Journal, cette dernière craindrait que les filiales américaines des banques européennes ne rapatrient leurs capitaux sur le Vieux Continent. Le risque serait alors qu'elles ne puissent plus respecter leurs engagements financiers aux Etats-Unis, entraînant dans la tourmente le secteur bancaire américain.

De son côté, Jérôme Schupp relativise. «500 millions est un montant plutôt faible et la BCE a prouvé, en 2008, qu'elle pouvait gérer une situation de stress en ne laissant aucun établissement européen couler», souligne-t-il. Pour Edouard Crestin-Billet, chef stratéliste pour le groupe Mirabaud, «le risque systémique est toutefois grandissant en Europe. Car les banques détiennent des obligations d'Etats eux-mêmes confrontés à des difficultés de financement.»

Quoi qu'il en soit, les rumeurs ont concerné les banques suisses ce vendredi. Alors que la Fed a communiqué avoir procuré 200 millions de dollars de liquidités à la Banque nationale suisse (BNS) dans le cadre d'une ligne de swap pour les banques étrangères, UBS et Credit Suisse ont dû démentir en être les bénéficiaires. «UBS n'a pas fait usage des facilités offertes par la Fed via la BNS», précise le démenti.